

ANALYSE 2007

Le monde a besoin de paix en Palestine



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

Le monde a besoin de paix en Palestine

Les histoires de la Palestine et d'Israël s'opposent depuis six décennies sans qu'aucun des efforts de paix n'ait porté de fruit.

La gangrène s'est installée, la soigner est long et pénible. Chronique d'une violence annoncée.

Repères historiques

Il y a 60 ans, en 1947, l'ONU a décidé de reconnaître l'Etat d'Israël pour donner une terre aux Juifs victimes de la Shoah. Ils se sont embarqués par milliers pour rejoindre leur nouvel Etat et Patrie. Se sont ainsi réalisées les ambitions du « Sionisme »¹.

Les Juifs constituent désormais une nation : réunis sur un même territoire, *Eretz Israël*, terre prédestinée, selon le sionisme, pour l'établissement d'un régime autonome et indépendant, avec l'hébreu comme langue unifiant tous les Juifs.

C'est la résolution 181 des Nations Unies qui fixe, le 30 novembre 1947 le plan de partage de la Palestine : 56 % à l'Etat juif, 44 % à la Palestine.

Les pays Arabes ont contesté cette répartition, la considérant comme un viol de leur territoire. Les réactions ne se sont donc pas fait attendre : au lendemain du vote, la guerre civile éclate : communautés juives et arabes s'affrontent jusqu'au printemps de 1948, pour reprendre de plus belle après un répit de quelques mois. Ces deux guerres se soldent par l'expulsion de 700.000 Palestiniens, ainsi que par la disparition de l'Etat palestinien, devenu la Transjordanie.

En juin 1967 éclate la guerre des six jours, par laquelle Israël occupe la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem Est. Cet important épisode du conflit israélo-arabe influence encore aujourd'hui la géopolitique de la région, et certains territoires conquis alors par Israël sont encore occupés aujourd'hui. Le processus de colonisation initié au lendemain de la guerre est un obstacle majeur aux tentatives de rétablir la paix entre Israéliens et Palestiniens, et de création d'un Etat palestinien.

En 1988, l'Etat de Palestine est proclamé, après le déclenchement de la première Intifada (guerre des pierres) en 1987. C'est à partir de cette date que commence une longue série de pourparlers de paix. Les résultats sont malheureusement rarement à la hauteur des attentes, pour un camp comme pour l'autre.

¹ Le sionisme est un mouvement politique et une idéologie qui affirme le droit à l'existence d'un État juif en Palestine et œuvre à sa création, puis à son développement.

Deux peuples si (peu) différents

Les Palestiniens ont des origines multiples enracinées aux quatre coins d'une région que nous appelons maintenant Moyen-Orient : des Araméens, Sémites de Syrie et de haute Mésopotamie, Phéniciens et Cananéens, en passant par les Hittites, les Egyptiens, les Perses, les Ottomans et, plus récemment, les Ditonniques.

L'Histoire a fait que les Palestiniens sont devenus musulmans et Arabes, ils auraient pu devenir juifs ou chrétiens. Leur foi est nourrie de la religion du Livre comme la foi juive ou chrétienne. Cet élément peut être un facteur d'union et de réconciliation. Pourquoi ne joue-t-il pas un rôle plus favorable et moins limité?

Les deux pays ont un niveau d'éducation élevé, pourquoi n'est-ce pas un commun dénominateur de rassemblement des savoirs ?

Pourquoi les relations entre Israéliens et Palestiniens ne peuvent-elles se dérouler que sur les modes de l'affrontement, de la conquête et de la terreur ?

Pourquoi ces deux pays, si soucieux de leur histoire, si proches de 1960 à 1980 dans le travail, les rapprochements familiaux, le partage de vie, ne peuvent-ils se retrouver dans un esprit de paix?

L'ingrédient « sionisme »

L'Etat d'Israël s'est créé sur l'idéologie du sionisme ; c'est une donnée fondamentale qui a forgé cet Etat, sa structure, son système religieux et éducatif, sa justice, son armée. C'est aussi un Etat démocratique.

Mais alors, pourquoi ignore-t-il les injonctions des Nations Unies, les conventions internationales, les appels à une paix juste et loyale? Pourquoi le sionisme est-il devenu instrument d'agression, de pillage, de mépris et de mort?

Depuis la création de l'Etat d'Israël, le relevé des injustices est impressionnant et accablant : attaques, discriminations, occupation, confiscation des terres et contrôle des ressources en eau, destruction de bâtiments, check points, Mur... De leur côté, les Palestiniens sèment également la terreur et la mort, renforçant ainsi le sentiment d'insécurité auxquels les Israéliens sont fort sensibles, leur donnant par la même occasion la justification d'une nouvelle mesure antiterroriste.

Les citoyens ne se rencontrent que très rarement dans de bonnes conditions, enfermant leur esprit dans le stéréotype confirmant l'inhumanité de l'autre.

Ce qui est accablant, c'est de constater que chacun des deux camps craint l'autre, et qu'ils cherchent mutuellement à se détruire pour la même raison : pouvoir exister dignement.

La Palestine, un pays d'exception

Ce qualificatif étonnera certains et pourtant il a tout son sens : située au beau milieu du monde arabe, la Palestine est une démocratie qui fait peur aux monarchies et diarchies voisines. La Palestine est un pays où règne la liberté de pensée, d'opinion, de religion, d'association.

Les Palestiniens souffrent de la situation au Proche-orient et savent très bien que la paix dans cette région est un facteur de Paix aux Proche et Moyen-Orient et dans le monde.

Démarches et initiatives de paix

Après la première Intifada en 1987, les recherches de solutions de paix ont été nombreuses et sont intéressantes à analyser. Sur le terrain, c'est une suite de déceptions.

Il y a eu trois types d'initiatives de paix :

- internationales: Madrid (1991), Oslo (1993),
- américaines, principalement à l'initiative de Bill Clinton (1998, 1999 et 2000),
- travaillées en commun par des Palestiniens et des Israéliens (Genève, 2003).

De 2000 (arrivée de Sharon au pouvoir en Israël) à aujourd'hui, il y eut sans cesse des contacts, des tentatives intéressantes mais hélas sans lendemain : Toba en 2000 – initiative européenne, appel des prisonniers palestiniens dont Marwen Darghouti - leader incontesté, élu en 2006, emprisonné pour 40 ans. Initiative arabe en 2006. Appel d'Amman en 2007.

La feuille de route établie en avril 2003 par le «Quartet» (ONU, Union Européenne, Russie et Etats-Unis) suscita quelques espoirs mais fut rapidement soumise par Israël à des conditions que les Palestiniens ne pouvaient accepter.

La présidence de George Bush reste très décevante et l'on ne sait à ce jour si la rencontre d'Annapolis aboutira à un quelconque résultat...

Les échecs des initiatives de paix méritent quelques explications d'autant plus que nous interprétons souvent ceux-ci comme étant le résultat d'un refus palestinien. Pour les Palestiniens, trois choses sont essentielles:

- le droit au retour sur les terres dont ils furent expulsés en 1947,
- la disparition des colonies construites illégalement par Israël depuis 20 ans, spécialement autour de Jérusalem et de Bethléem, et qui abritent près de 400.000 Israéliens, surtout de nouveaux arrivants,
- Jérusalem comme capitale de l'Etat palestinien.

De cela dérivent d'autres points essentiels:

- retour à la ligne verte, la frontière fixée conjointement en 1967, largement transgressée par Israël,
- la liaison Gaza - Cisjordanie,
- la fin des incursions et occupations par Israël en Palestine.

Ces points n'ont jamais été repris rigoureusement dans les propositions américaines ou internationales officielles. Il était donc impossible que l'Autorité palestinienne accepte ce qui était la négation d'un droit fondamental.

Croire que les palestiniens ont refusé des offres inespérées de la part d'Israël est profondément faux. En 1996, le Conseil Palestinien réuni à Gaza a éliminé de sa charte tous les articles mettant en cause «le droit à l'existence d'Israël», ce que d'autres pays voisins admettent très difficilement. De plus l'Iran continue à proclamer la disparition de l'Etat d'Israël au Proche-Orient.

Israël exige inlassablement la fin des attentats terroristes et donc la maîtrise de ces actes par la Palestine. Pour cela, Israël a commencé la construction du Mur en 2002 après que la décision eut été prise sous un gouvernement travailliste².

Israël exige aussi le maintien de l'Etat comme Etat juif, donc peuplé à une grande majorité de Juifs. Les palestiniens d'Israël sont actuellement 1.200.000 à bénéficier de la nationalité israélienne.

De leur côté, les Etats Unis veulent le maintien d'un Etat fort au Proche-Orient, surtout sur le plan militaire, et disposant de l'arme nucléaire.

Jérusalem, ville sainte

«Une population résidant sur le nombril de la terre» - Ezéchiel 38,12

Jérusalem: *Yerushalaym*, en hébreu, signifie «la paix apparaîtra».

Al Qods: en Arabe, signifie : «la Sainte».

C'est la ville au monde qui porte le plus de symboles, de mémoire et d'histoire. Monseigneur Sabah, patriarche latin de Jérusalem, dit souvent que cette ville appartient au monde.

Pourtant Israël a établi sa capitale, donc son pouvoir, sa loi, ses administrations et donc les obligations imposées aux palestiniens sur ce territoire hautement symbolique. La ville est rongée par un cancer, celui de la violence, celui du dédain. C'est une ville où les palestiniens ne peuvent plus circuler librement, une ville devenue étrangère à ses propres occupants. Là, c'est aussi la guerre des symboles et des esprits qui se joue.

² Le parti travailliste est un parti de gauche, sioniste et réformiste. Il a longtemps dominé la politique israélienne.

En Israël comme en Palestine tout est à reconstruire, à commencer par les esprits et les cœurs. Les affrontements ne cesseront pas tant que le maître du jeu reste la violence.

Michel van Zeebroeck,
membre de Pax Christi Wallonie-Bruxelles

Editeur responsable : Katheline Toumpsin
Pax Christi Wallonie-Bruxelles, ASBL
Rue Maurice Liétart 31/1
B-1150 Bruxelles – Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 04
Fax +32 (0) 2 738 08 00
E-mail : info@paxchristiwb.be